

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 31 JANVIER 1979 - N° 843

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## SNAV (Vénissieux) : un premier bilan...

Notre correspondant à Lyon, commence à dégager quelques premiers éléments de réflexion à propos de la lutte de la SNAV. Quels sont en effet les facteurs de divisions qui ont été plus forts que les aspects positifs ?

Lire en page 2

## E. Maire : «Nous sortons d'une année noire»

Il devait être question des luttes au Conseil National de la CFDT le week-end dernier. Cela faisait longtemps que cela n'était plus arrivé. Il est vrai qu'il y aurait de quoi s'inquiéter des résultats de la politique de négociation tous azimuts.

Lire en page 3

## Les cadres dans la rue. Pourquoi ?

Plusieurs milliers de cadres sont descendus dans la rue à Paris lundi. En province, d'autres cadres ont mené diverses actions. A les entendre, leur mécontentement vient de la baisse de leur pouvoir d'achat, du chômage, et aussi du fait que leur fonction est aujourd'hui «dévalorisée». En multipliant les thèmes de revendications, la CGC de Charpentier cherche à rassembler, sur des thèmes ambigus, des catégories en réalité très diverses.

Lire en page 8

## Industriels pollueurs condamnés

Lire en page 4

## LA COLERE DE LONGWY

Mardi, à 4 h 30, la police intervient pour «libérer» trois cadres. A 6 h, une première manifestation parcourt les rues. A 15 h, les sidérurgistes tiennent un meeting



L'ANPE de Longwy : une initiative des sidérurgistes parmi 100 autres

L'intersyndicale regroupant la CGT, la CFDT et FO s'était réunie lundi vers minuit. Elle demandait aux sidérurgistes retenant trois cadres de la direction depuis le matin dans la salle du CE de la Chiers de les laisser partir. Les sidérurgistes ont affirmé vouloir garder les trois cadres jusqu'à 6 heures. Mais, à 4 h 30 plusieurs dizaines de flics intervenaient, la hache à la main, pour «libérer» le directeur, le chef du personnel et son adjoint. Dès 6 heures et jusqu'à une heure avancée de la matinée deux à trois cents travailleurs manifestaient dans les rues de Longwy. Un meeting devait se tenir à 15 heures pour envisager la suite de l'action. Il ne se passe décidément pas de jours sans que de nouvelles initiatives soient prises par les sidérurgistes du Bassin de Longwy. Notre correspondant souligne la progression que constitue la participation d'ouvriers d'Usinor à l'action de la Chiers.

Lire en page 3

## IRAN : L'AEROPORT DE TEHERAN REOUVERT Un général de gendarmerie lynché par les manifestants.

Deux faits d'importance ont marqué la journée de lundi en Iran. Tout en restant ferme, tout en condamnant «l'intransigeance» de Khomeiny — qui exige sa démission — le Premier ministre Bakhtiar a autorisé la réouverture de l'aéroport de Téhéran. L'éventualité d'un retour de l'ayatollah Khomeiny se précise donc à nouveau. Pendant que le jeu politique se déroule, avec ces zones d'ombre, la colère populaire ne décroît pas. Dimanche, l'armée avait tué plus de 50 personnes. Lundi, les manifestants se sont vengés quand un général est tombé entre leur main : celui-ci a été lynché.



Lire en page 8

## LUTTES OUVRIERES

Les banderoles «Usine occupée» et «SNAV, non aux 140 licenciements!» qui ornaient les grilles de l'usine ont été enlevées. Le travail a donc repris lundi matin à la suite du vote de vendredi où la poursuite de l'occupation de l'usine pour s'opposer aux 140 licenciements a recueilli 241 voix contre 338.

Dans les jours qui ont précédé ce vote, tenant compte du rapport de force «équilibré» qui s'était dégagé lors d'une consultation précédente (310 contre 307), les syndicalistes de la SNAV ont voulu mettre pour vendredi matin le maximum d'atouts de leur côté :

— Installation sur le parking de la cantine de deux EPG (engin porte-grue), les derniers sortis de l'atelier que la direction veut liquider.

— Des panneaux retraçant les quinze jours d'occupation, avec des coupures de presse, et aussi les autres initiatives contre le chômage dans la région (Rive-de-Gier...)

— Ainsi que l'envoi d'une lettre à chaque travailleur pour répondre aux arguments de la direction.

Mais si l'occupation a été levée, la lutte continue. Par exemple sous la forme de ne travailler que 35 heures.

Nous avons souligné dans des articles précédents le caractère offensif de la lutte de la SNAV. Une action, qui montrait la voie à suivre contre les licenciements : celle de la lutte en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs. Sans pour autant tirer un bilan complet de cette lutte — cela appartient aux syndicalistes CGT et CFDT de la SNAV et aux travailleurs — nous essayons ici de dégager quelques premiers éléments de réflexion.

## SNAV (Venissieux)

## APRES LA REPRISE, QUELQUES ÉLÉMENTS DE REFLEXION

De notre correspondant à Lyon, Michel BERTEL

## LES DIVISIONS SUSCITEES PAR LE CHÔMAGE

Tout d'abord, il faut s'interroger sur les facteurs qui après quinze jours d'occupation et d'actions diverses, ont abouti à un résultat négatif lors du vote de vendredi matin. Cela signifie examiner de quelles manières ont joué les divisions suscitées par le chômage, comment a pesé le poids de la crise. Voyons quelques éléments :

— La liste des 140 licenciements comprenait des cadres, des chefs, des ETDA et très peu d'ouvriers. Certains chefs licenciés étaient connus pour leur dureté et leur parasitisme. D'où la réaction de gars : «Pourquoi se battre pour défendre des chefs ?» De plus, la division entre ceux qui conservent leur emploi et les autres a joué ; bien que de très réelles menaces de dépôt de bilan planent, bien qu'un «deuxième wagon de licenciés» soit possible, certains ont préféré courber le dos et se satisfaire de n'être point sur la liste. Et puis les licenciements prenaient effet les 19 janvier, les gars avaient déjà reçu leur lettre et ne venaient plus à l'usine. Ce fut un facteur d'affaiblissement.

— Les menaces et les pressions de la direction : la lettre qu'elle a envoyée à chacun était de nature à renforcer les idées de soumissions. En affirmant que la grève pouvait aboutir à

la fermeture de la boîte et surtout, qu'elle amputerait des indemnités de chômage pour les licenciés, elle a rendu la mobilisation de tous plus difficile. Et peut-être aurait-il fallu envoyer d'autres lettres aux gars, contradictoires aux arguments patronaux.

— Le «passif» de la grève des O.S des containers en 1976. A cette époque la CFDT avait rencontré d'énormes difficultés à étendre cette lutte sectorielle à toute l'usine. D'où de «vieilles oppositions» entre les O.S immigrés des containers et le reste de l'usine que la grève de 1979 n'a pu surmonter totalement.

Au niveau du soutien,

quelques chiffres : en 1976 pendant la grève des containers un million deux-cent mille francs en collecte. Cette fois-ci seulement cinq mille francs. Autre division : dans le processus de production, les choses sont bien séparées : les EPG, les wagons, les containers. Beaucoup ne savent pas ce qui sort dans un autre atelier que le leur, et de ce fait, sont moins sensibles à la liquidation des EPG.

— Autre élément d'importance : les perspectives de la lutte. Car au cours du mouvement des interrogations ont surgi : «Comment gagner contre des licenciements ?», «Si on est seul, peut-on se

tenu à l'écart de l'occupation.

## LE NOYAU COMBATIF S'EST ETENDU

Dans ce cadre d'ensemble où le jeu des divisions, le poids de la crise ont joué à fond, diverses initiatives prises par les syndicalistes avant ou pendant l'occupation ont eu un rôle positif.

— Par exemple, depuis octobre, des actions type grève de 24 heures avaient revêtu un caractère minoritaire. Elles ont été rétrospectivement nécessaires à une prise de conscience plus large, «à préparer les esprits». De minoritaires au départ, elles ont abouti à

peu spectaculaires, tel que le blocage de routes, la mise en panne d'un EPG (engin porte-grue) en plein centre de Lyon, le blocage de cinq trains, etc., ont ressoudé des rangs des gars et renforcé le noyau d'occupation : Ces derniers jours presque une centaine de travailleurs étaient présents quelques heures dans la journée au piquet de grève.

Aujourd'hui, avec la reprise du travail, la poursuite de la lutte se heurtera à différents obstacles. Mais de nombreux éléments positifs permettront de les surmonter :

— Le potentiel de lutte des 300 gars favorables à l'occupation n'a pas été entamé, le noyau combatif s'est au contraire étendu, et comme le soulignait un délégué CGT : «Des barrières ont été levées». Les gars ont appris à discuter entre eux, à avoir d'autres rapports et cela est «un bon point pour les luttes à venir». Ainsi, le bénéfice de ces quinze jours de lutte dure n'est pas perdu.

— L'intersyndicale continue. Ce qui signifie poursuivre un travail fructueux en commun entre une section CGT animée par des jeunes délégués combatifs lucides quant aux diverses pressions exercées sur eux durant la grève, et une section CFDT qui a joué en force de propositions.

Ces premiers éléments de bilan, loin de tirer tous les enseignements de la lutte à la SNAV permettront d'avancer dans la réflexion.



## Renault véhicules industriels

## 873 licenciements supplémentaires

C'est ce mardi 30 janvier que la direction de la R.V.I. (Renault Véhicules Industriels, résultat de la fusion Berliet-Saviem) devait réunir son comité central d'entreprise à Lyon.

A l'ordre du jour de cette réunion : un projet de 873 licenciements, qui devrait concerner les usines de Caen (Saviem) et de Venissieux (Berliet).

Renault Véhicules Industriels est la filiale Poids Lourds de Renault, née de la fusion des usines Saviem et Berliet, en 1975, sous l'égide du trust automobile. Cette fusion, destinée à l'époque à faire face à la concurrence des géants mondiaux en matière de poids lourd, n'a pas encore permis, selon la direction, de porter tous ses fruits. Il est donc «nécessaire» de pousser plus loin la restructuration engagée il y a cinq ans. Cela passe par 873 licenciements.

Le plan de restructuration devrait notamment toucher les usines Saviem de Blainville sur Orne (près

de Caen) et de Berliet (près de Venissieux). La direction envisagerait la suppression de 111 postes de travail à l'usine de Caen, qui viendraient s'ajouter aux 400 déjà programmés : en effet, le 21 décembre de l'année dernière, Zanotti, PDG de la filiale Poids lourd de la Régie, avait déclaré avoir un «surplus» de 950 emplois, dont 400 à l'usine de Blainville (6 935 salariés).

C'est donc quelque cinq cents licenciements qui sont envisagés à la Saviem de Caen. Ce projet (que la direction compte faire aboutir par le biais des pré-

retraites et des départs volontaires notamment) touche beaucoup plus largement l'emploi des travailleurs dans la région de Caen. En effet, la Saviem, depuis son implantation à Blainville, a développé un réseau important de sous-traitants, qui travaillent à 50 ou 70 % pour le trust !

Une des autres usines touchées par le plan de restructuration envisagé serait l'usine Berliet de Venissieux (18 000 personnes) où 550 licenciements ont d'ores et déjà été programmés au mois de décembre.

Selon des sources syndicales, outre les chiffres cités plus haut, la direction de Renault Véhicules Industriels envisagerait de supprimer d'ici 1980 1 200 autres postes, ce qui porterait donc le «dégraissage» des effectifs à 3 000 !

battre ?) Et on a pu voir les derniers jours de dessiner un manque de crédibilité à ce que la lutte apporte des résultats. D'autant plus qu'au début de l'occupation, d'autres boîtes étaient en bagarre comme à Richier, et des difficultés à coordonner — du moins à rassembler — ces luttes ont joué en faveur du pessimisme. Si la plupart des travailleurs avaient conscience de la nécessité d'engager la lutte contre le chômage, certains mettaient en avant le facteur «d'isolement» de la grève.

— Enfin, sur les 400 personnes qui n'ont jamais participé aux différents votes, la composante immigrée est importante. Bien qu'à toutes les actions de popularisation les travailleurs immigrés étaient nombreux, une partie importante d'entre eux a peu participé à la lutte, c'est le cas des nationalités turque, yougoslave et cambodgienne. Il faut souligner aussi que les syndicalistes de la SNAV n'ont pu se donner tous les moyens pour mobiliser cette composante immigrée. Et de fait, de nombreux travailleurs immigrés ont été

un vote majoritaire pour l'occupation. Et aussi les initiatives un

## Les manœuvres diverses contre les travailleurs de la SNAV

D'abord, les manœuvres de l'Union locale CGT bien tenue en mains par le PCF. Ces permanents ont dépensé beaucoup d'énergie pour faire pression sur la section CGT. Pressions qui ne visaient qu'une seule chose : ni organiser le soutien, ni renforcer la lutte, et évidemment faire cesser l'occupation. La section CGT a tenu bon, et les permanents n'ont pas hésité à passer par dessus la section... A tel point que vendredi matin, avant même le vote, l'UL a diffusé un tract où elle appelait purement et simplement, derrière des phrases ronflantes, à cesser l'occupation. Cela c'est pour le PCF dans le syndicat.

Et puis, jeudi 25, la section du PCF de Venissieux-Nord appelait à une manifestation contre le chômage, qui regroupa péniblement une cinquantaine de militants. Une délégation de l'intersyndicale SNAV était présente. Ces messieurs du PCF commencèrent à engueuler les syndicalistes de n'avoir pas amené du monde. La réponse fut claire : c'était du ressort de la cellule du PCF de la SNAV et non de l'intersyndicale !

S'en fut trop pour ces révisionnistes hargneux. Bientôt, les insultes se mirent à pleuvoir sur la délégation de la SNAV occupée : «Irrésponsables, gauchistes...» et bien sûr, suprême injure : «Vous êtes venus perturber la manifestation, vous êtes des provocateurs...». Et les syndicalistes de la SNAV durent quitter le rassemblement. Voilà comment le PCF a soutenu la lutte des travailleurs de la SNAV. Sans commentaire.

## AMBIANCE DE LUTTE A LONGWY

Incontestablement, la colère des sidérurgistes lorrains, leur révolte contre le chômage massif auquel veulent les condamner les barons de l'acier, ont monté d'un cran depuis quelques jours.

En fin de semaine dernière, le comité d'établissement à Usinor-Longwy était investi par plusieurs centaines de travailleurs qui ensuite se rendaient au siège de l'«Avenir du pays haut» (association patronale) et l'UML (Union métallurgique lorraine).

Samedi, à l'initiative du PCF, des mineurs vadaient sur la voie le contenu de 22 wagons de minerai de fer suédois destiné à l'usine de Rehon.

Enfin, lundi soir, trois hauts cadres étaient retenus dans les bureaux de la Chiers à Longwy par des sidérurgistes. Mardi matin, à quatre heures les flics intervenaient pour les libérer.

Lors de l'action du PCF samedi, en gare de Longwy, des membres du secrétariat de la fédération de Meurthe et Moselle Nord du PCF étaient présents. L'un d'eux a déclaré : «Notre initiative a été menée avec un grand esprit de responsabilité qui n'a rien à voir avec les actes commis ces jours-ci». A quels actes fait-il allusion ? Il faut rappeler la mise à sac de «L'Avenir du pays-haut» l'association bidon du patron licencié Labbé, rappeler aussi la mise à sac de l'UML (Union de la métallurgie de Longwy) faite le même jour où plus de 2 000 travailleurs d'Usinor ont empêché la tenue du CE vendredi dernier. Mais il y a eu aussi un incendie, provoqué dans la nuit du samedi au dimanche au Tribunal d'instance de

Longwy, cet incendie a été revendiqué par téléphone par un groupe s'intitulant : «groupe autonome de la défense pour l'emploi». Est-ce à cela que fait allusion le secrétaire fédéral du PCF ? On voit déjà l'utilisation qui peut être faite de tels actes.

### L'ENGAGEMENT DES MINEURS

Ce qui est ressenti positivement c'est surtout l'engagement des mineurs dans cette lutte. Cela dit, des syndicalistes, en particulier CFDT émettent des réserves sur le fond de l'action. Car ils mettent en parallèle le discours ultra nationaliste tenu par Chirac à RTL samedi dernier, et la campagne du PCF «contre l'étranger», en particulier contre l'Allemagne. Et

puisqu'on parle de nationalisme : une anecdote bien significative : mercredi ou jeudi lorsqu'il a fallu évacuer le central téléphonique de Longwy occupé par l'intersyndicale des travailleurs de Gorcy les syndicalistes, en particulier CGT, FO avaient pris contact avec la fanfare de Gorcy. Et les syndicalistes CFDT avaient fait la proposition que la fanfare joue «l'Internationale». Eh bien qu'a répondu le responsable CGT, membre bien connu du PCF ? Sa réponse était que «l'Internationale» ne conviendrait pas. C'est la «Marseillaise» qui fut jouée. Mais à propos de la campagne de type chauvin menée par le PCF, il faut voir aussi qu'elle trouve un écho chez les travailleurs et la population, car elle s'appuie sur des aspects criants : par exemple : pourquoi ce minerai suédois alors qu'on ferme Longwy ? Pourquoi cet acier allemand alors qu'on ferme la Chiers, Usinor-Thionville, Usinor-Longwy. Bien sûr le PCF cache soigneusement le fait que si la France achète de l'acier, elle en exporte aussi.

### LA CIBLE : L'ENTREPRISE

La cible, les travailleurs de la Chiers l'ont bien en

tête, lundi matin ils ont investi leur comité d'entreprise pendant plus d'une heure à plusieurs centaines dont les travailleurs d'Usinor. Lundi soir ils occupaient encore les bureaux et retenaient le directeur de la Chiers et le chef du personnel de la Société Chiers-Châtillon-Neuves Maisons. Aussitôt l'intersyndicale CGT-CFDT-FO s'est mise sur pied pour prendre en compte cette nouvelle action. Les travailleurs se relayaient et c'est en moyenne plus de 200 travailleurs qui occupaient en permanence les bureaux. Entre temps lundi, les bureaux ont été vidés de leurs dossiers. Et ceux-ci ont été brûlés sur la chaussée. L'après-midi une rame d'aggloméré (minerai de fer traité pour être mis dans les hauts fournaux) destiné à Rehon-Cokerill a été bloquée par les travailleurs.

Vraiment les Barre, Messmer et compagnie auraient mieux fait de se taire plutôt que de jouer aux apprentis sorciers avec leurs chiffres et leurs usines d'automobile bidon. La lutte s'exprime et elle se renforce de jour en jour.

Correspondant  
Longwy

## CONSEIL NATIONAL DE LA CFDT «Nous sortons d'une année noire» (Edmond Maire)

«Nous sortons d'une année noire, mais l'horizon s'éclaircit...».

C'est avec cette image qu'Edmond Maire introduisait le compte-rendu du dernier Conseil National de la CFDT, fait par Michel Rolant, secrétaire national, lors d'une conférence de presse lundi matin. Depuis quelques mois, on avait perdu l'habitude d'entendre ainsi parler des luttes, dans la bouche des dirigeants CFDT, qui mettaient le paquet sur les négociations tous azimuts. De même qu'on ne parlait qu'en mal de l'unité d'action avec la CGT. A quelques mois du Congrès confédéral de la CFDT, que signifie ce changement de langage ?

«Les banques le 31 janvier, les U.D. du Rhône et de l'Isère le 7 février, de la Loire Atlantique le 8, des Charentes Maritimes le 9, du Nord Pas de Calais le 16, de la Loire le 20 février», autant d'initiatives unitaires CFDT-CGT saluées ostensiblement par les dirigeants CFDT, qui y voient d'ailleurs une confirmation du bien-fondé de la politique qu'ils ont mise en œuvre il y a bientôt un an...

«Les travailleurs redressent la tête», «la voie de l'action de masse unitaire nous semble la bonne voie», «ce sursaut ouvrier peut changer le cours des choses», indiquait d'emblée Edmond Maire.

Prenant acte de la volonté de lutte qui éclate dans diverses régions,

comme la Lorraine, le Nord ou la Loire, les dirigeants cégétistes sont un peu inquiets : leur politique de négociations n'a strictement rien donné, le patronat est particulièrement intransigent. Dans ce contexte où le chômage dépasse les limites du supportable, ils se demandent si on ne s'achemine pas vers des explosions de colère, et ce qu'ils appellent des «violences minoritaires». «Cette inquiétude profonde, ces nombreuses difficultés ne sont pas sans conséquences : les conflits se durcissent avec des risques de violence et d'activisme», disait Michel Rolant dans un récent éditorial de *Syndicalisme hebdo*. Et il ajoutait : «Le syndicalisme dans cette situation a du mal à dégager



des axes de mobilisation. Au Conseil national de janvier, il faut donc relancer la dynamique (...) Sur le type d'action, plus de réalisme et de détermination doivent conduire à mieux articuler les luttes pour déboucher sur des solutions négociées, tant au niveau des entreprises que des branches et à l'échelon national. Ce qui est en jeu, c'est la crédibilité de l'action syndicale, et la reconstruction par la mobilisation sociale d'une alternative politique crédible...»

C'est donc sous la pression des faits qu'une certaine ouverture a été accomplie sur la question de l'unité syndicale. Tout en

continuant à refuser la structuration en comités d'unité d'action comme le proposait artificiellement Georges Ségué, la direction CFDT doit se rendre à l'évidence que dans la situation actuelle, il serait dangereux pour elle d'y mettre davantage d'obstacles : du point de vue de la syndicalisation (les chiffres pour la CFDT accusent une légère baisse pour 1977, et une baisse sans doute plus sensible encore pour 1978), de l'image de marque des syndicats, mais aussi de ces explosions de colère qu'elle redoute tant.

M.C

## ● Rennes : les ouvrières de la CGCT dans la rue contre les licenciements

Lundi matin, à l'appel de leurs sections CGT et CFDT, 350 employés de la CGCT (Compagnie Générale de Construction Téléphonique) (en majorité des ouvrières), ont manifesté dans les rues de Rennes en scandant : «Non au chômage, du travail pour tous !» «Chômeurs, travailleurs, unité !». Cette manifestation entrainait dans le cadre d'une journée d'action dans toutes les usines du groupe CGCT (filiale d'ITT spécialisée dans le téléphone). La direction de ce groupe a décidé de licencier 2 700 personnes. A Rennes, c'est l'existence même de l'usine qui est en jeu : une moitié des activités (téléphone privé) doit être transférée à Boulogne.

La Thomson récupérant la sous-traitance effectuée par l'autre moitié du personnel. C'est plus de 500 emplois qui risquent de disparaître dans une région déjà très touchée par le chômage.

De plus, c'est en tout 5 000 licenciements qui sont annoncés par Ségard, ministre des PTT dans le téléphone en Bretagne (CIT, AOIP, LTT, Erikson).

Et ce n'est pas dans d'autres secteurs que les travailleurs trouveront de l'embauche : il y a six mois, la SPLI (textile) supprimait 1 400 emplois en Ile et Vilaine, le bâtiment licencié également, à Fougères, l'industrie de la chaussure disparaît.

La très forte mobilisation des travailleurs de la SPLI (la quasi-totalité des personnes présentes à l'usine étaient à la manifestation) montre qu'ils ne sont pas prêts à subir les lois des capitalistes qui après les avoir exploités pendant des années, n'hésitent pas à jeter à la rue dix mille travailleurs au nom de la rentabilité.

Correspondant

### Rectificatif

L'UR-CFDT de Franche-Comté nous signale dans un courrier une confusion apparue dans la signature d'un article à propos du CAT de Besançon publié dans notre édition du 15 janvier (QdP n° 831). Une erreur de transmission nous a conduit à indiquer qu'il s'agissait d'un communiqué de la section CFDT et de l'UL-CFDT. En fait, il s'agissait d'un article rédigé par notre correspondant. Il était prévu de faire mention de la section CFDT et de l'UL comme référence, comme moyen pour les lecteurs du QdP de contacter les travailleurs et les syndicalistes du CAT pour toute initiative de soutien à la lutte.

## ● EDF cherche des candidats à l'irradiation pour la centrale de Chinon

Depuis plusieurs semaines déjà, la direction de Creusot-Loire avait fait savoir qu'elle demandait des travailleurs pour partir en déplacement. Ce qui restait dans un flou savant s'est peu à peu précisé : il fallait 180 volontaires pour aller effectuer des réparations à la centrale de Chinon, en zone radioactive. Des réunions d'information organisées pour ces volontaires les ont rassurés : ils seront bien protégés, porteront les combinaisons...

Mais, pourquoi alors Creusot-Loire offre-t-elle tant à ces volontaires : à peu près 1 million par mois si on tient compte des diverses primes... (9 heures par jour payées dix, 130 francs par jour de déplacement, 10

francs par jour de prime de risque par Creusot-Loire, 40 francs par jour de prime de risque par EDF), tout cela pour à peu près 2 heures de travail effectif par jour ?

De plus, devant le manque d'enthousiasme évident des travailleurs à se porter volontaires, la direction fait du chantage au licenciement pour obtenir ses «volontaires».

Le MRAN (mouvement anti-nucléaire de Chalon) a développé l'information auprès des ouvriers en intervenant à l'usine Creusot-Loire.

Un premier contingent d'ouvriers devait partir ce lundi.

Correspondant  
Chalon-sur-Saône

### GREVES DANS LA PRESSE

Les employés de rédaction de l'AFP observaient de lundi 12 heures à mardi 12 heures un mouvement de grève pour obtenir la semaine de 5 jours. A Radio France, c'est pour protes-

ter contre le licenciement d'un journaliste de France Culture que le SNJ et le SJF CFDT ont déposé un préavis de grève à partir de mardi pour une durée indéterminée. Cadres de la direction et jaunes assureront les bulletins d'informations.

## Pau : un mois après le refoulement de Gabriel Crespo, l'action se poursuit pour le sursis à exécution

Le 20 décembre 1978, Gabriel Crespo quittait le territoire français victime d'une mesure arbitraire de refoulement. Le Comité de solidarité français-immigrés créé à la suite de cette mesure n'en a pas moins continué à sensibiliser l'opinion publique pour obtenir l'annulation de cette décision. Plusieurs interventions dans les quartiers et sur la ville ont permis de recueillir plus de 800 signatures et une somme d'argent encore insuffisante pour assurer la défense efficace de Gabriel et le fonctionnement du Comité.

Actuellement la procédure judiciaire suit son cours. Le Tribunal administratif a été saisi de l'affaire et rendra son jugement dans les semaines qui viennent. Le Comité rappelle que si aujourd'hui cette décision est prise à l'encontre de Gabriel Crespo, elle risque de toucher dans un proche avenir les 500 000 immigrés visés par les mesures gouvernementales. A ce titre, toute l'opinion publique, organisations, syndicats et partis politiques, à plus forte raison les partis démocratiques, doivent prendre position vis-à-vis de ce problème essentiel.

Pour sa part, le Comité continuera à faire signer des pétitions, plusieurs circulent à Bordeaux et dans le Pays Basque. Le Comité continuera son action sur Pau :

— une soirée de solidarité va avoir lieu le 16 février au Centre Rencontre et Recherche (Av. de Saragosse).

Communiqué du Comité de solidarité  
français-immigrés

Soutenu par : U.L. CGT, CFDT-Santé, PCR ml, ORT, SU, Comité Larzac, Communauté des Franciscains, Comité de soutien aux Objecteurs de conscience, L.C.R., C.C.A., Béarn Ecologie, Comité de Quartier Ousse des Bois, P.C.E..

## QUAND LE PCF «DÉNONCE LES INGÉRENCES»...

Le PCF, interrogé sur sa position vis-à-vis du Comité de solidarité et des travailleurs immigrés est finalement venu s'expliquer par un membre du comité de ville : «*Nous ne participons pas au Comité car nous considérons la présence de militants politiques espagnols dans ce Comité comme une ingérence dans les affaires nationales de la France*» et d'ajouter : «*Ce qui ne nous empêche pas d'apporter notre soutien à Crespo et aux immigrés*». Deux semaines auparavant, un militant du PCF

pensait que son parti pourrait assurer une solidarité agissante en mobilisant toutes ses cellules aux côtés du Comité. Mais la direction locale de son parti préfère à cela la bataille des communiqués mettant en valeur, à tous bouts de champs la lettre au Préfet adressée par L. Rafa, conseiller municipal !

Une action qui, nous n'en doutons pas, pèsera lourd dans la balance face à la «justice» bourgeoise.

Correspondance

## COMMUNIQUÉ

Le P.C.R. m-l rappelle son soutien total et militant aux luttes qui marquent l'unité de combat des travailleurs français et immigrés et particulièrement à l'action du Comité de solidarité français-immigrés qui se mobilise pour l'annulation du refus de séjour dont Gabriel Crespo a été frappé.

Le P.C.R. m-l dénonce l'arbitraire de cette mesure qui vise à diviser les travailleurs entre eux en ne reconnaissant pas en particulier les mêmes droits politiques aux immigrés. Les travailleurs immigrés, opprimés et surexploités en France partie intégrante de la classe ouvrière de France : ils doivent disposer

des mêmes droits !

Seules nos luttes résolues et unies pourront faire reculer la bourgeoisie en crise qui cherche à accroître les divisions au sein du peuple par des campagnes racistes et chauvines.

Le P.C.R. m-l appelle à rejoindre largement le Comité de solidarité français-immigrés et à se mettre en rapport avec le Comité pour prendre toutes les initiatives qui s'imposent.

Le 10 janvier,  
cellule «Pierre Overney»  
du Parti Communiste  
Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

## TROIS INDUSTRIELS POURSUIVIS POUR POLLUTION, mais la Baie de la Seine meurt toujours...

Trois industriels de Rouen et du Havre viennent d'être inculpés. La plainte contre X déposée voici quatre ans par le Syndicat des marins-pêcheurs et le groupe écologique *Poséidon* du Havre vient donc d'aboutir, pour une part, mais nous sommes encore loin d'avoir résolu l'épineux problème de la Baie de Seine. Les industriels pollueurs agissent en effet avec la bénédiction de l'Etat, des autorisations préfectorales dûment signées.

La Seine est plantée tout au long de ses méandres de nombreuses industries, toutes aussi propres les unes que les autres, et qui jettent à tout va leurs résidus plus ou moins traités, résidus qui un jour ou l'autre se retrouvent à la mer. Ils peuvent dessiner de grandes volutes à l'endroit précis de jonction entre l'eau «douce» et l'océan. Vu d'avion, ces volutes peuvent être comparées à des techniques employées dans la reliure ou à des effets d'artistes (pour peu qu'ils soient en couleur, alors...), mais voilà les pêcheurs ne vivent pas de ronds dans l'eau, ils seraient plutôt en train d'en crever. Boues rouges (résidus de bioxyde de titane, sulfate de fer et acide sulfurique), et boues jaunes (phosphogypses, déchets de la production d'engrais phosphatés), dé-

versés à longueur d'années par millier de tonnes, ne sont pas destinés à engraisser les poissons. Ils en meurent plutôt, ou deviennent immangeables. Les marins-pêcheurs de la Baie de Seine, avaient donc entamé voici quatre ans une procédure judiciaire, contre la pollution dont ils étaient victimes, et qui détruisait la mer, leur outil de travail. Des écologistes se joignaient à eux. Un juge d'instruction est nommé, et une expertise des eaux de la Seine entamée. Cette dernière, achevée en mars 1978, fait état que 80 % de la pollution de la Baie de Seine serait due à des industries tenues en amont de Rouen. Pour les 20 % restants, quatre entreprises pourraient en être responsables : Azote Produits chimiques et Rhône Poulenc à Rouen, Thann et Mulhouse et la Compagnie

française de l'azote au Havre. Les directeurs des trois premières industries viennent d'être inculpés au titre de la loi sur l'eau de 1964, le directeur de la quatrième pourrait l'être incessamment.

### CONDAMNE ET AUTORISE A POURSUIVRE LES REJETS

«*Pollution des eaux de la mer par rejets de substances pouvant nuire à la faune et à la flore*», ce motif d'inculpation, si exceptionnel qu'il soit, ne met pas du tout les pêcheurs et les habitants à l'écart des méfaits des pollueurs. Ces derniers ne risquent, au plus, que des amendes de 500 à 2 000 francs et les frais d'expertise estimés à 300 000 francs, sommes peu importantes au vu des économies réalisées en lançant allègrement leurs résidus à la mer. Sans compter que la justice est incapable de faire respecter ses décisions. En 1976 et 1977, le Tribunal administratif de Rouen avait interdit les rejets à Thann et Mulhouse. Les boues ont continué, comme aupara-

vant, de se déverser. D'ailleurs en 1978, la société incriminée obtenait un sursis à exécution du Conseil d'Etat. L'administration locale vient de renouveler, et semble-t-il à titre définitif, l'autorisation des rejets... Ainsi, l'Etat lui-même n'hésite pas à protéger les pratiques hors-la-loi, (il vient même de réduire les cotisations des pollueurs de 40 %), il est vrai qu'il les a déclarées telles sous la pression des luttes ; alors, que vaudront les décisions de justice ?

La Baie de Seine se meurt, les pêcheurs disparaissent faute de poissons sains... Un Minamata est peut-être en train de voir le jour au Havre avec son cortège d'handicapés... En septembre 1977, des pêcheurs de ce port japonais étaient précisément venus informer leurs collègues normands sur les risques de la pollution et les avaient soutenus dans leur lutte, seule solution pour faire reculer les pollueurs.

P.C.

## LE COLLEGE E. VAILLANT DE GENNEVILLIERS EN GREVE

Au collège Edouard Vaillant, sinistré à la rentrée du 4 janvier 1979 (cf QdP du 9/11 et du 16/01), les cours reprenaient le 17 janvier dans le cadre d'un éclatement sur trois établissements distants les uns des autres de 15 à 35 minutes, et ce à la demande de l'administration, du bureau de parents d'élèves et de la municipalité PCF. Les professeurs qui, dès le début, avaient réclamé la mise en place de préfabriqués provisoires, loués, installés en une semaine pour assurer la scolarisation sur place, immédiate, et totale de tous les élèves, s'étaient fait taxés de «*fantaisistes*» par l'inspecteur d'académie, «*d'irresponsables*» par la municipalité PCF. Cette municipalité et le conseil des parents d'élèves, qu'elle contrôle entièrement, les avaient enjoint de réclamer plus tôt des moyens supplémentaires en profs, en surveillants et des moyens de transport. Elle avait organisé une manifestation le 16 janvier au ministère pour réclamer des crédits et un «non-éclatement» : s'y joignaient les professeurs et un nombre important de parents et d'élèves. Rien n'était obtenu, la délégation n'était même pas reçue. Peu importe, ce qui comptait pour la municipa-

lité, autant que pour l'administration, c'était la reprise des cours. Du reste, deux jours avant, un représentant PCF de la fédération Cornec avait menacé : «*Si vous faites grève, nous deviendrons méchants.*»

La municipalité et le bureau de parents d'élèves, obtenaient des garanties sur les moyens de transport pour les élèves. Des crédits importants pour la remise en état des locaux étaient enfin débloqués : 360 millions par l'Etat, 202 millions par la municipalité. La lutte avait payé et l'on pouvait pavoiser.

Certes, l'obtention des crédits était un acquis d'importance pour espérer un accueil peut-être enfin correct et sûr de 900 élèves à la rentrée 1979. Mais cette année scolaire en cours ? Plus personne n'aurait voulu trop en reparler. Les choses finiraient bien par se tasser ; l'ordre devait régner dans la municipalité de Lanterrier, la quiétude électorale propice à la reconductibilité de son fauteuil de conseiller général.

Une majorité de profs, au bout d'une semaine, ne parlaient pas de ce point de vue. Les inconvénients qu'ils n'avaient pas cessé de dénoncer, devenaient l'évidence : perte impor-

tante d'heures de cours, accueil difficile dans les établissements proposés et graves perturbations pour ceux-ci ; surcroît de fatigue, absence de matériel pédagogique, etc. Un nouvel emploi du temps bouleversait totalement les engagements pris en début d'année, sans assurer pour autant la totalité des cours aux élèves. Réunis en assemblée générale le 26 janvier, ils lancent un mot d'ordre de grève à partir du 29 janvier pour obtenir les moyens réels de faire leur travail dans des conditions pédagogiques et matérielles satisfaisantes. Pour expliquer la grève, ils convoquent une assemblée générale de parents d'élèves le samedi 27 janvier. La municipalité PCF s'empresse alors, à la hâte, de prononcer la veille, lors d'un conseil municipal, le déblocage de crédits et une manifestation le mercredi 31 janvier à destination du rectorat. Et à l'assemblée générale convo-

quée par les profs, elle délègue des gens pour essayer de faire avorter la grève : «*Elle sera impossible. Elle n'est pas préparée, attendez les résultats de la manifestation de mercredi.*» Un membre du bureau de parents d'élèves ose même déclarer : «*Que par une grève semblable les profs voulaient remplir les écoles privées.*» Qu'une grève se déclenche en dehors d'eux ne leur était pas supportable. Les parents d'ailleurs ne s'y trompent pas et interviennent pour soutenir la grève : «*Cela fait trop longtemps que l'on nous endort avec des belles paroles et des annonces de victoires, il faut enfin faire quelque chose.*»

Ce lundi 29 janvier, la grève est massive, les profs avec une voiture sono se sont déplacés toute la matinée pour faire connaître leur grève et appeler à une nouvelle assemblée générale le soir même.

Correspondance

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470. compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Palestine : l'autonomie aggrave l'occupation

# L'UNITE DE COMBAT SE REALISE DES DEUX COTES DE LA «FRONTIERE»

Entretien avec Ilan Halevi auteur du livre : «Sous Israël, la Palestine»

*Dans la première partie de l'entretien avec Ilan Halévi, nous avons vu la supercherie du projet d'autonomie qui n'est qu'une aggravation, en fait, de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza et l'unanimité palestinienne a rejeté ce plan. Dans cette partie, c'est la renaissance de la conscience*

*- Et les Palestiniens des terres de 48 ?*

L'hostilité au projet sioniste d'autonomie n'est pas uniquement localisée dans les territoires occupés de 1967, mais trouve son prolongement dans le développement de la conscience nationale palestinienne au sein de la minorité arabe de l'Etat d'Israël : les 500 000 Palestiniens appelés les Arabes israéliens car ils sont citoyens de l'Etat juif (dont le monde a entendu parlé lors de la Journée de la Terre de 1976) continuent à exprimer leur protestation et leur identification avec la lutte des Palestiniens des territoires occupés et avec la Résistance palestinienne et son unique représentant, l'OLP. Cela constitue un fait important : la renaissance de la conscience nationale palestinienne s'exprime aussi là où l'Etat d'Israël a formé sa première base territoriale et là où le monde croyait que le problème était réglé. Ce qui se passe montre bien que ce n'est pas terminé. Plus Israël s'accrochera à l'occupation de la Cisjordanie et Gaza, plus il continuera, lui-même, à forger les liens de l'unité de pensée et de combat des Palestiniens des deux côtés de cette frontière que l'occupation de 1967 elle-même a abolie.

Les exemples les plus significatifs étaient ceux de la journée de la Terre. Cette journée avait été elle-même une protestation des Arabes d'Israël contre les confiscations de terre en Israël. Elle a été reprise comme mot d'ordre dans les territoires occupés. Un des six morts de la Journée de la Terre était un jeune réfugié du camp de Tutkarm de Cisjordanie tué à Tirah en Israël. Depuis il y a eu un certain nombre de points de repère qui montre la continuation de ce processus. L'un des plus importants a été en mars 1978 une déclaration signée par 56 intellectuels, notabilités et personnalités arabes palestiniennes en Israël en faveur de l'OLP, s'opposant au plan américano-égyptien de paix, soutenant le droit à l'auto-détermination du peuple palestinien et surtout, ce qui est vraiment significatif, se revendiquant eux-mêmes comme partie intégrante du peuple palestinien, donc partie prenante de toute solution du problème palestinien et exigeant que toute solution du problème palestinien prenne en considération les droits nationaux des Palestiniens d'Israël.

### Des messages au Conseil national palestinien

Récemment, la semaine dernière, la grande presse israélienne a publié un document adressé par une organisation étudiante, une nouvelle coordination des étudiants arabes dans les universités «l'Organisation patriotique progressiste» qui a envoyé un message au Conseil national palestinien de soutien et également de fermeté. Le journal israélien



Jérusalem 1974 : «Palestine : notre drapeau ne sera jamais baissé».

l'a publié en disant que les étudiants avaient donné ce document à la presse israélienne parce que c'était le seul moyen légal de le faire parvenir à la connaissance du Conseil national palestinien.

Il y a eu un ensemble de manifestations, de prises de position dans les terres de 48 contre les accords de Camp David. Ce n'était pas contre l'autonomie isolément, car personne n'isole vraiment l'autonomie de l'ensemble du «Package deal» (1) dont elle fait partie. On peut signaler par exemple que les prisonniers politiques palestiniens de la prison centrale de Ramleh ont fait parvenir à l'extérieur un texte politique condamnant les accords de Camp David, au nom de tous les prisonniers politiques de Ramleh. Un des trois signataires et le prisonnier Saleh Baransi, un des fondateurs de l'organisation AL ARD, organisation nationaliste arabe dans les années 1950-1960. Il a été emprisonné à nouveau après la guerre de 1967 pour contact avec des organisations de la Résistance.

### La volonté d'être représenté par l'OLP

*- Les prisonniers politiques ont aussi envoyé un message au Conseil National Palestinien.*

Sans doute, certainement. Le fait que les étudiants, les prisonniers envoient un message au Conseil National montre bien la volonté des Arabes Palestiniens des territoires de 1948 d'être représentés par l'OLP ; ils af-

*firmement ainsi être un des aspects du problème palestinien. L'ambiguïté de la formulation des accords de Camp David permet à Sadate de prétendre qu'en signant ces accords il ne trahit pas, ni la cause palestinienne ni la cause arabe. Cette ambiguïté permet les différentes interprétations (égyptienne, israélienne, américaine) de ces mêmes accords. Dans ces accords, il y a quelque part : «La résolution du problème palestinien sous ses aspects». Depuis la guerre de 1973, il y a un ensemble d'efforts politiques de la part des Palestiniens de 1948 pour faire en sorte qu'à l'échelle internationale comme à l'échelle arabe, le problème des droits, non seulement individuels, mais nationaux de la minorité arabe d'Israël soit reconnu comme l'un des aspects du problème palestinien, au même type que l'occupation des territoires de 1967 et l'expulsion des réfugiés en 1948.*

### Sur les contradictions entre les USA et Israël

*- Où en est le conflit entre les USA et Israël sur la question de l'interprétation de l'autonomie ?*

Pour le moment, il n'y a pas de véritable signe d'un tournant américain par rapport à Israël. Ce qu'on voit, c'est l'approfondissement du double jeu américain. A mon avis, il n'y a pas une impossibilité théorique à ce que les États-Unis prennent un tournant défavorable à Israël parce que dans leurs propres calculs et considérations stratégiques impé-

américain dans les territoires occupés, (qui ne dépend pas de l'ambassade américaine en Israël mais qui est une séquelle du Consulat américain en Jordanie) et qui ne reconnaît pas l'occupation, avait réuni les notables et les gros commerçants de la région de Ramallah pour leur dire : «Cessez de passer des contrats par l'intermédiaire des firmes israéliennes. Passez des contrats directement avec des firmes américaines». A l'époque, les commerçants avaient dit qu'ils ne pouvaient car ils ont besoin des Israéliens pour les permis. L'attaché commercial du Consulat aurait répondu : «C'est très momentané, bientôt, vous n'en aurez plus besoin». La presse israélienne avait cité cela comme un véritable scandale pour dire qu'on ne peut pas faire confiance aux Américains.

### Projets américains en Cisjordanie

Depuis peu, la presse israélienne n'arrête pas de publier des informations selon lesquelles l'ambassade américaine, les services consulaires sont en train de mettre sur pied des projets économiques pour une Cisjordanie où le gouvernement israélien n'aurait plus un seul mot à dire sur ce qui se fait en matière d'électricité, de canalisations et d'infrastructure en général.

Par ailleurs, la presse israélienne vient d'accuser toute une série d'organisations philanthropiques américaines d'être tout à fait manipulées par la CIA et chargées d'inciter la population des territoires occupés à protester contre l'occupation et à se rebeller contre l'administration israélienne.

Tout cela indique que, dans le cadre de la situation et parallèlement à l'interprétation israélienne de l'autonomie, le gouvernement américain a l'intention de faire progresser son interprétation de l'autonomie.

### - Qui est celle de Sadate ?

La conception de Sadate et celle des États-Unis sont plus proches entre elles que celles du gouvernement israélien, mais elles ne sont pas identiques non plus. Ne serait-ce qu'une des préoccupations de Sadate qui est d'exclure les Soviétiques de tout le processus de la négociation, alors que les Américains ont derrière la tête ce qu'ils appellent le règlement global, c'est-à-dire un règlement enté-ri-é et co-signé par l'Union soviétique. Ce qui produit parfois des paradoxes qui se reflètent dans la presse israélienne par des accusations du genre : «Avec les Égyptiens, c'était déjà dans la poche, mais ce sont les Américains qui font des difficultés.»

(1). Négociation où les divers aspects sont étroitement liés les uns aux autres.

**Ilan Halevi est l'auteur du livre «Sous Israël, la Palestine», qui retrace la lutte des Palestiniens des terres occupées en 1948. Il est aussi rédacteur de la publication Nouvelles de l'intérieur, dans laquelle on trouve la traduction en français de plusieurs extraits de journaux israéliens : des nouvelles mais aussi des analyses de la situation.**



Comme l'explique Wolf, ouvrier-soudeur dans une usine qui travaille pour l'exportation (voir la précédente édition du QdP), la RDA a la réputation d'avoir des entreprises dont les conditions de travail varient d'un secteur à un autre, d'une branche à une autre. Les entreprises travaillant pour l'exportation à l'Ouest, comme celle où est employé Wolf, ou bien les entreprises installées par les Occidentaux qui se paient avec une partie de la production (exemple : la fabrication des chaussures sous licence Salamander) sont réputées pour l'intensité de leurs cadences de travail et le degré de pression de leur encadrement. Dans d'autres secteurs, ne rentrant pas dans ce cadre, les dirigeants, dit-on, ne cessent de se plaindre de la «basse productivité du travail en RDA». Les tenants et les aboutissants sont à rechercher dans la logique d'un système qui fait que de toutes façons dans tous les cas les ouvriers paraissent bien éloignés du processus de prise de décisions des entreprises. D'ailleurs, comme l'indiquent les discussions rapportées ici, ils n'ont même pas intérêt à poser «trop de questions». C'est l'auto-censure permanente, tirée de la crainte d'une diminution de salaire, de perte de poste, etc.

Nombre de dirigeants d'entreprises attribuent la «basse productivité» de leurs entreprises à l'impossibilité officielle de licencier les travailleurs. Ils justifient au nom de cet état de choses, le fait que chaque plan annuel soit accompagné, dès le début de son application, d'un plan d'heures supplémentaires, jugés nécessaires pour le réaliser, ce faisant, ils masquent les conditions dans lesquelles s'effectue la production. Celle-ci subit fréquemment des à-coups au cours de l'année, avec une intensification accrue en fin d'année, pour essayer de réaliser le plan, le 31 décembre, car la réalisation des commandes de matériel a souvent subi un retard, ou bien, ce qui est arrivé n'a souvent pas correspondu aux commandes faites. Ce problème renvoie pour une part, à l'attention beaucoup moins grande accordée à des secteurs non liés directement à l'exportation (1). Mais, les ouvriers n'acceptent guère d'être soumis à ces à-coups, d'autant que la classe ouvrière, après la guerre, connaissant à la fin des années 40 un début d'organisation et de mobilisation, avait fait l'expérience de la lutte contre l'intensification du travail, puis en 1953, avait rejeté, par des manifestations, la brutale augmentation des normes.

De plus, comme dans toutes les sociétés capitalistes d'Etat de l'Europe de l'Est, les travailleurs de RDA n'ont pas le droit de grève, et l'auto-réduction du rythme de travail est l'une des formes les plus usitées de résistance, leur «façon à eux de faire grève», comme ils le disent.

La diversité des situations selon les entreprises, les branches, et l'insatisfaction des ouvriers Est-allemands face à leurs conditions de travail, les conduisent à une mobilité importante. Même des hauts salaires ne sont souvent plus capables de faire accepter les travaux en «feu continu», très développés en RDA, ou l'insalubrité et la pollution, par exemple, comme c'est le cas dans la chimie. Aussi, les autorités réagissent avec vigueur. Ainsi, dans la région d'industrie chimique de Leipzig, les directeurs d'entreprises des autres branches ont passé entre eux des accords interdisant l'embauche d'ouvriers venant des usines chimiques de la région, de Bitterfeld, Leuna, Piester, interdits pourtant selon les cas, sur des périodes de six mois, un an, etc.

(1) Nous reviendrons demain, à travers la question de l'organisation de la consommation, sur cette logique du système de production en RDA.

## R.D.A. : Derrière la «vitrine»...

De jeunes allemands de l'Est parlent de leur pays

### LE VOTE DU PLAN : UN RITE BIEN ETABLI

Par Robert MILCAT

«Le plan, on vote pour, mais la discussion commence après»

Gunther et Holger, ouvriers de Leipzig, la cité des affaires

Si la RDA est la «vitrine» des pays de l'Europe de l'Est, Leipzig est la vitrine de la RDA. Seconde ville de RDA après Berlin, c'est la plus «occidentale» d'aspect. Première ville de foire européenne, c'est une véritable plaque tournante pour les hommes d'affaires étrangers qui viennent y signer les contrats qui feront le commerce extérieur de la RDA. Durant la guerre, Leipzig fut moins détruite que Dresde ou Berlin ; le centre a été bien conservé et reste un lieu de promenade pour de nombreux Allemands de l'Est qui y viennent en famille. Les restaurants, le soir, sont quasiment pris d'assaut, restaurants bulgares ou hongrois, tavernes aux références historiques, telles la célèbre cave médiévale où Goethe écrivit *La damnation de Faust*. C'est là au hasard d'une table commune, autour d'un goulash, que nous rencontrons Gunther, ouvrier dans une entreprise d'élevage de porcs, située dans la banlieue, et Holger, ouvrier dans une centrale thermique. Ils y viennent souvent, car les écarts de tarifs entre les diverses catégories de restaurants sont généralement assez faibles.

«Je travaille sept jours sur sept, nous dit Gunther, à notre grand étonnement, j'ai deux jours de congé par mois. On nous a dit que si on embauchait d'autres ouvriers, nous gagnerions moins, parce que le fond de salaire restera le même. Je travaille tous les jours de sept heures moins le quart à 16 heures. Je préférerais travailler moins quitte à gagner moins, mais je ne peux pas, les sept jours de travail sont obligatoires».

— C'est inhabituel, non ?

— «Oui, mais on nous a dit que depuis que les eaux territoriales ont été portées à 200 miles, il y a moins de poissons à consommer pour l'ensemble du pays, et qu'il faut en conséquence développer la production de viande. On n'a pas de chefs sur le dos pour nous pousser au boulot, mais il y a beaucoup à faire, et c'est très dur de travailler sept jours sur sept».



L'amitié entre l'URSS et la RDA est indestructible !  
A gauche : des chiffres du plan et «grand merci à nos employés» !

— Comment vous intervenez dans la fixation du plan de production à réaliser ?

— «Voici comment ça se passe : une fois par an, en octobre, il y a un rassemblement du personnel ; le directeur fait un rapport sur les résultats du plan précédent, qui est mauvais, en général, — maladie chez les bêtes, et manque d'alimentation pour le bétail. Ensuite il indique les objectifs pour l'année et on passe au vote. Tout le monde vote pour, personne ne dit rien contre».

— «C'est pareil chez nous, dit Holger dont l'entreprise compte 120 ouvriers et 80 employés et qui affirme qu'en RDA il y a toujours beaucoup trop d'employés. En tout la discussion dure quatre heures. On n'a jamais entendu parler de gens qui ont voté contre le plan».

— Pourquoi ?

— «La répression ne se fait pas directement, mais les gens sont préoccupés pour leur salaire. En fait, la discussion commence entre nous après le vote».

«La discussion commence entre nous, après le vote» : nous entendons souvent cette réflexion, qui marque la distance entre la prise de décision et l'expression des points de vue des ouvriers. Je leur donne mon impression : «Ici, le travailleur semble considéré avant tout comme un producteur, comme un consommateur à peine, et comme un Eugentümer (1), possédant une parcelle de pouvoir, alors pas du tout».

— «C'est pas si facile, répond Holger, les gens ne s'intéressent pas à la politique, ils cherchent à avoir la paix, une bonne paie et un boulot pas trop dur».

— N'est-ce pas parce que les

travailleurs n'attendent rien de la politique ?

Holger ne semble pas d'accord : — «Ici les travailleurs ont quand même la possibilité de donner leur avis, mais il faut bien que l'Etat prenne des décisions nationales».

— Si les travailleurs avaient effectivement le pouvoir, cela ne se verrait-il pas dans les décisions ? Par exemple, la discussion sur le plan, on demande aux travailleurs de l'approuver, mais quels pouvoirs réels ont-ils dessus ? Par exemple, a-t-on demandé aux travailleurs quels biens de consommation produire ? Pourquoi on en exporte alors que la population en manque ?

— «Tout ça est vrai, mais on n'a pas l'habitude de voir le socialisme comme ça, on n'est pas habitué à penser comme ça...»

Faire de l'adoption du plan un simple rituel annuel pour lequel tout est fixé d'avance, en-dehors de l'Assemblée du personnel, rendre les discussions entre les travailleurs étrangères au mécanisme de prise de décisions, reflètent bien la réalité d'un système d'où les règles «démocratiques» sont vidées de leur substance. Une réalité d'autant plus dangereuse que les tenants du pouvoir parviennent comme cela souvent des discussions, à faire douter la classe ouvrière dans sa capacité — et la nécessité pour elle — de peser de façon déterminante sur les choix effectués à tous les niveaux du pays.

(1) Eugentümer : propriétaire des moyens de production.

DEMAIN :  
LE MONDE  
DES INTERSHOPS  
«SI TU AS DES DEVICES»

«Ils disent c'est par solidarité avec le Vietnam»

Wolf, ouvrier-soudeur... pour l'exportation

«On nous dit qu'ici c'est un Etat des ouvriers et des paysans. Mais ce n'est pas vrai» nous disait Wolf, ouvrier soudeur, au cours de nos rencontres avec lui, dans le centre, de Berlin. «Ce n'est pas vrai» parce que «chez nous, sous le socialisme, il y a l'exploitation comme chez vous». Cette exploitation, il la décrit sous ses diverses manifestations. D'abord, la pression de l'encadrement «garde-chiourmes» :

«On te dit : «A travail égal, salaire égal», mais avec un copain, pour exactement le même travail, l'un reçoit 103 % et l'autre 118 %. Alors ? Il n'y a aucune explication. La seule raison, c'est qu'ils veulent diviser les ouvriers, ils ont peur que nous soyons trop unis».

— «Chaque jour je dois souder 60 mètres environ. Quand c'est des profils T, je ne sais pas, les normes de production. Mais comment veulent-ils qu'on remplisse correctement le plan quand l'acier et le fil à souder sont mauvais. Une partie est fabriquée ici, mais le reste vient d'URSS». Je lui demande si ces problèmes sont pris en compte dans la discussion du plan. «La discussion du plan, c'est de la rigolade. Il est décidé d'avance, je n'ai jamais vu quelqu'un voter contre. Si tu poses une question sur le pourquoi de la production, on te répond qu'il y a tant % pour l'industrie légère tant %



Mais pour la presse du Parti, l'exploitation n'est qu'une «bavure»

pour l'industrie lourde, etc. mais si tu demandes plus précisément ce que ça va représenter pour toi en quantité de boulot, en heures de travail, on te dit qu'on ne peut pas te répondre maintenant, qu'il faudra que tu ailles le voir au bureau. Et si tu vas y voir, tu as intérêt à faire attention, il ne faut pas poser des questions trop loin sinon tu te fais saquer, et de toutes façons, tu n'auras que des réponses évasives».

— Si on est en retard sur le plan il y a des heures supplémentaires. Cette année, on a déjà décidé les

heures supplémentaires pour l'année prochaine ! Par exemple, en cours d'année, il y a des équipes spéciales qui travaillent le week-end. On ne parle que de ça à la télé actuellement. On en fait souvent. Moi je n'y suis jamais allé. Je travaille déjà comme un bête toute la semaine, si je ne peux pas me reposer le week-end ! Il n'y a pas de sanctions, c'est toujours leur système de pression camouflé. On te dit : tu es socialiste, tu dois y aller. Ils disent : c'est une équipe spéciale par solidarité avec le Chili ou le Vietnam, mais nous, on sait bien que c'est parce qu'on est en retard dans la production. Et si malgré tout, en fin d'année, on n'a pas rempli le plan, la prime de fin d'année payée en février, au lieu d'être de 800, elle tombe à 500, par exemple».

— «Ici, ce n'est pas comme dans le Manifeste (1). Les gens ne peuvent pas se déplacer librement. Par exemple dans le Manifeste, on parle de 8 heures de travail, 8 heures de Freizeit (2) et 8 heures de sommeil. Moi, je me lève à 5 h 30 et je rentre du boulot après 4 heures. Avec 8 heures de sommeil, il me reste combien de Freizeit ?

(1) Le Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels.  
(2) Freizeit : temps libre et de loisirs.

### Histoire entendue en RDA

«Le Palais de la République est infesté de souris. Les spécialistes Est-allemands ont tout essayé, mais rien n'y a fait. L'appel à des spécialistes soviétiques, tchécoslovaques, non plus. Les Américains, les Japonais, les Allemands de l'Ouest, appelés en dernier recours, se déclarent impuissants face à un tel problème. Alors, un petit garçon va trouver Honnecker, le chef du parti, et lui dit qu'il a un truc. Honnecker, qui n'a plus rien à perdre, accepte. Aussitôt, le petit garçon sort une souris mécanique de sa poche et la lâche dans le Palais : toutes les souris la suivent et sortent après elle. Honnecker, fou de joie, déclare au petit garçon qu'il lui accordera tout ce qu'il veut. «Je voudrais simplement, dit l'enfant, avoir un petit russe mécanique».

# JEAN PAUL II VEUT «RECENTRER» L'EGLISE D'AMÉRIQUE LATINE

Il n'y a pas de continent où l'Eglise catholique ait une aussi grande importance qu'en Amérique latine, où la question de son engagement politique soit posée de manière aussi directe, alors qu'une partie de la hiérarchie soutient les dictatures et que des évêques et des prêtres se sont engagés dans la lutte contre l'oppression : Heider Camara, en dénonçant le fascisme au Brésil, par exemple et même Camillo Torres, tombé dans la guérilla. C'est pourquoi la conférence de Puebla revêt une grande importance : le pape, en y assistant, a voulu donner tout son poids à l'intervention du Vatican.

Il y a dix ans, la conférence de Medellin marquait une importante démarcation de l'ordre établi. Les évêques faisaient mention de la «violence institutionnalisée» et des «structures évidemment injustes». L'influence des secteurs les plus progressistes s'était fait sentir. Ces derniers mois, toute la préparation de la conférence de Puebla a été marquée par une volonté de «recentrage» vers «l'évangélisation», le développement de l'engagement politique et de l'activité révolutionnaire des chrétiens remettant en cause le rôle traditionnel de l'Eglise comme soutien des classes exploiteuses.

Dans cette mesure, les documents préparatoires à cette conférence ont été soigneusement revus et filtrés par la hiérarchie et le Vatican. Un mois avant seulement, un «document de base» a été communiqué et seulement aux évêques. Pour le théologien progressiste Gutierrez, Péruvien, ce document marque un recul sur la conférence de Medellin : «Le document réalise la promesse de parler de la société industrielle sans mentionner la classe ouvrière et moins encore celle qui, concrètement, est en train de se former en Amérique latine ; de même, on dit peu des sous-occupés et des inoccupés, main d'œuvre à bon marché, d'une industrialisation qui profite aux multinationales et à leurs alliés locaux... Le document tend à éviter les aspects conflictuels de la réalité sociale.»

On ne peut pas, bien sûr, se faire trop d'illusions sur le caractère démocratique d'une telle conférence. Mais tout de même, le Vatican en a rajouté pour favoriser le «bon choix» ! Aux 178 délégués élus par les évêques, il a rajouté une liste, imposant des hommes comme Mgr Fresno, homme de Pinochet,



Une partie de la hiérarchie soutient les dictatures sud-américaines

Mgr Mendoza, aumônier en chef de l'armée péruvienne et le cardinal Duque, archevêque de Bogota et général de l'armée colombienne. Ajoutons-y Skinner Klee, représentant au Guatemala des cosmétiques

C'est en tenant compte de ces manœuvres qu'il faut comprendre les déclarations de Jean-Paul II quand il dit : «L'Eglise n'a pas besoin de recourir à des systèmes et à des idéologies pour défendre l'homme... L'Eglise veut se maintenir libre vis-à-vis des systèmes opposés, de façon à opter seulement pour l'homme.» Derrière cette symétrie apparente, c'est beaucoup plus en fait l'engagement des chrétiens dans la lutte contre l'oppression qui est visée. Cependant, il faut noter que,

Helena Rubinstein comme «expert laïc»... du point de vue du langage, le pape n'a cessé de mentionner aussi la lutte contre les injustices et les droits de l'homme. Il s'agit en effet d'un recentrage

prudent. Une tentative de reprise en main trop brutale risquerait en effet d'accentuer une crise de l'institution dont le Vatican veut atténuer les effets.

J. P. CHAMPAGNY

## Des catholiques argentins interpellent le pape

Le pape a proposé officiellement sa médiation à l'Argentine et au Chili pour leur conflit concernant le canal de Beagle. A ce sujet, des catholiques argentins lui ont envoyé une lettre ouverte, où ils déclarent que le problème du canal de Beagle est secondaire. «L'important est le sort de ces millions d'Argentins et de Chiliens — catholiques à 96 % qui subissent une répression arbitraire, et qui sont privés de leurs droits humains». Les auteurs de la lettre reprochent au pape son silence à ce sujet, alors qu'il semble beaucoup plus se soucier de la bonne entente de Videla et de Pinochet.

## Les travailleurs américains face à la crise (2)

# LE NOUVEAU DROIT AMÉRICAIN

Le 95<sup>e</sup> Congrès était composé de deux démocrates pour un républicain ; il adopta l'attitude la plus favorable à l'industrie que l'on ait constaté depuis au moins quinze ans. Comment expliquer qu'un président et un congrès prétendus «libéraux» sont beaucoup plus enclins aux mesures de répression à l'encontre des travailleurs qu'un Ford ou un Nixon ?

L'industrie américaine est en crise durable et les concessions effectuées pendant la guerre du Vietnam face aux revendications ouvrières sont considérées comme trop onéreuses aujourd'hui. Alors, au nom de la lutte contre l'inflation, au nom de la relance, on fait payer cette crise aux travailleurs. Les profits des firmes en sont gonflés d'autant.

En voici quelques exemples :  
1. Les impôts sur les bénéfices des entreprises ont été réduits de plus de deux mil-

liards de dollars.  
2. Les contrôles sur les tarifications, les villes desservies ont été supprimées. Cette mesure va sans doute être suivie dans l'année d'une «dérégulation» des firmes de transport et de l'industrie de la radio et de la télévision.  
3. Une loi sur le contrôle des frais d'hospitalisation a été rejetée.  
4. La loi Humphrey Hawkins destinée à réduire le chômage jusqu'à 4 % dans les cinq ans a été tellement modifiée qu'elle n'a plus de sens.

Les raisons pour lesquelles s'effectuent les choix des députés sont très prosaïques. Ainsi par exemple, à l'automne dernier, le Congrès a voté une loi pour que soit prélevée une taxe spéciale auprès des usagers des transports aériens pour financer les équipements destinés à lutter contre le bruit provoqué par les avions. Or, l'industrie aéronautique affichait pour le premier semes-

tre de 1978 des profits de 174 % ; mais elle avait versé plus de 500 000 dollars pour assurer la campagne électorale des membres du congrès et surtout de ceux siégeant à la commission chargée des lois touchant les lignes aériennes.

Si, pour Carter, l'ennemi N° 1 est l'inflation, les moyens qu'il met en œuvre ne touchent pas les firmes. Par contre, le pouvoir d'achat des salaires a déjà baissé de 3,4 % en un an. Carter a proposé la limitation volontaire des prix (5 %) et des salaires (7 %), faisant croire à une augmentation du pouvoir d'achat de 2 %. Mais la démagogie est évidente : sur les contrats, il est facile d'exercer un contrôle. Cette année, les 400 000 camionneurs, les 150 000 travailleurs de l'électronique, les 150 000 du textile, 700 000 du bâtiment et 750 000 de l'automobile verront leur contrat renouvelé. Par contre, avec quelques centaines

## 4<sup>e</sup> Congrès du FLN

### Au delà des rivalités personnelles, les choix de l'avenir (2)

Dans le premier article, nous avons montré que, dans le cadre d'un équilibre des forces au sein du FLN, existaient principalement deux tendances, celle de Boufflika favorable à une libéralisation économique, à un certain accroissement du poids du secteur privé dans l'économie et, et à des liens importants avec l'Occident ; l'autre se réclame plus ouvertement du «socialisme», tout en concevant pour une part l'édification de l'Algérie à travers des liens renforcés avec l'URSS.

Depuis que Yahyaoui est responsable du FLN, les réunions de travail avec le Comité central et le Politburo du PCUS (URSS) se sont multipliées. Le rêve de Yahyaoui est de faire du FLN — ce qui lui manque — un parti de masse, encastrant tous les aspects de leur vie, contrôlant tout. Sous prétexte de ne pas diluer les responsabilités, tous les responsables au niveau local devront être membres du FLN (ce qui n'est pas le cas !). Ces contacts permanents ont un certain nombre d'incidences qui se caractérisent par des prises de position inquiétantes. Glorification du rôle de Cuba en Afrique, de l'Éthiopie et silence sur la lutte de libération en Érythrée que l'Algérie soutenait auparavant. A la réunion des pays arabes face à Camp David, elle prône une alliance militaire avec l'URSS. Rien sur l'invasion du Cambodge, si ce n'est la publication des textes du prétendu «FUNSK».

Les membres du PAGES (Parti de l'avant-garde socialiste), dirigé par des résidus du PCA (officine du PCF en Algérie), connue pour sa longue trahison du peuple durant la colonisation, ne sont pas étrangers à cette évolution. Ils recrutent dans la hiérarchie militaire formée en URSS, dans l'administration. Ils contrôlent les mass-média (l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*, le quotidien *El Moudjahid*, la revue des armées *El Djeich*, ils sont très implantés à la Radio-Télévision).

Leur présence dans les

universités n'est pas négligeable. Depuis trois semaines, ils se trouvent à la direction de l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne). L'été dernier, ils ont décidé de rejoindre le FLN, en faisant des concessions. Du soutien critique au FLN, critique vis-à-vis de la religion essentiellement (quant au reste, les choses étaient si floues que l'on avait du mal à saisir les divergences avec le FLN) ils sont passés à un soutien tout court. A côté de ces orientations, Boufflika continue à prêcher les vieilles positions de l'Algérie au comité de désarmement de l'ONU (jeudi 25 janvier). Des positions qui ont fait de ce pays un moteur du Tiers-Monde en tant que force politique autonome.

### L'EQUILIBRE DES FORCES

Dans l'établissement de l'équilibre des forces, certains pensent à un partage du pouvoir, en créant une vice-présidence, en instituant le poste de premier ministre, Boumediène concentrant à la fois les postes de président, de premier ministre et de ministre de la défense. Pour ce dernier ministère, le colonel Chadli l'occupe depuis la mort de Boumediène. Il est également chef d'Etat major intérimaire. Celui-ci concentre sous ses ordres le tiers de l'armée. Il faudra compter...

A l'ordre du jour est prévu l'élection d'un Comité central distinct du gouvernement.

Celui qui sera désigné à la présidence, ne symbolisera pas la victoire d'un des deux grands courants. Le premier, que représente Boufflika : une certaine souplesse dans la gestion à l'intérieur et maintien de la politique vis-à-vis du Tiers-Monde. Le second, représenté par Yahyaoui : structures plus bureaucratiques à l'intérieur et à l'extérieur, estimer que l'indépendance du Tiers-Monde ne peut se faire en dehors de relations importantes avec l'URSS. Car aucun des deux n'est en mesure d'éliminer l'autre. Ce qui les unit, c'est l'ambition de faire de l'Algérie un pays industrialisé, maintenir le consensus social en appliquant la fameuse phrase de Boumediène. Ce qui les oppose n'en est pas négligeable pour autant. Cela ne saurait se rapporter à une simple opposition entre pro-occidentaux et pro-soviétiques, bien que la question du renforcement ou non des relations avec l'URSS soit cependant essentielle dans le débat sur les orientations à venir de l'Algérie.

Le congrès ne pourra que confirmer ou infirmer un équilibre établi au sein de la «Commission préparatoire du congrès».

Nadjib BENHAD

Bob BRYANT

Demain : «La formation d'un parti travailliste aux USA»

## L'AEROPORT DE TEHERAN A NOUVEAU OUVERT

L'Ayatollah Khomeiny pourrait hâter son retour

L'aéroport de Téhéran devait être ouvert à nouveau dans la journée de mardi, permettant ainsi une éventuelle arrivée de l'ayatollah Khomeiny. Toutefois, selon diverses informations, les premiers atterrissages ne pourraient avoir lieu que mercredi. Dans la mesure où les proches de l'ayatollah, à Neauphes le Château, confirment sa volonté de rentrer au plus tôt en Iran, on doit s'attendre à de nouveaux développements.

La journée de lundi a été marquée par la poursuite des affrontements populaires avec l'armée, ainsi que

par une conférence de presse de Bakhtiar. Selon le Premier ministre iranien, un accord entre lui et l'ayatollah était plus ou moins intervenu à la suite de divers contacts indirects. C'est pour concrétiser cet accord que Bakhtiar voulait venir à Neauphes le Château. A l'entendre, seule la condition fixée par Khomeiny, sa démission, ont empêché et le voyage, et l'accord. Estimant avoir les mains libres, Bakhtiar a fait preuve dans sa conférence de presse d'une grande fermeté. Selon lui, les affrontements de dimanche,

dont le dernier bilan s'établit à 50 morts, ont été fomentés par des provocateurs, venant des rangs des manifestants. Bakhtiar a par ailleurs mis l'accent sur la reprise économique, en précisant que désormais, le gouvernement accroîtrait sa fermeté envers les grévistes. Pendant que le Premier ministre s'adressait aux journalistes, les manifestations continuaient dans les rues de Téhéran. Dans plusieurs quartiers, et notamment autour de l'université, l'armée tirait de nouveau. Un fait significatif est venu témoigner de l'immense co-

lère populaire : un général de gendarmerie, cette gendarmerie qui dimanche a ouvert le feu, a été lynché par la foule, alors qu'il tentait de se faufiler en voiture parmi les manifestants.

L'armée qui tire sur la foule tous les jours, un général lynché, un Premier ministre dont on ne sait pas trop quel jeu il joue, et quelle est sa marge de manœuvres, autant d'éléments qui contribuent à une évolution rapide de la situation.

## LA VISITE DE TENG SIAO-PING AUX USA

La visite qu'effectue actuellement aux USA le Vice-Premier ministre chinois Deng Xiaoping (Teng Siao-ping) reflète le fait qu'après avoir tenté de mettre la Chine socialiste au ban de la communauté internationale, en l'ignorant, l'impérialisme américain a dû normaliser ses relations avec elle. Il reconnaît ainsi pleinement son rôle sur la scène internationale. L'impérialisme US a été contraint d'accepter les exigences énoncées il y a 25 ans par Chou En-lai, c'est-à-dire évacuer militairement Taïpei (Taïwan) et rompre tout lien officiel

avec le régime de Taïpei (Taïwan). Ces conditions réalisées en décembre de l'année dernière ouvrent la voie à une réintégration de l'île dans la patrie chinoise.

Les trois entretiens que Carter doit avoir avec Deng Xiaoping (Teng Siao-ping) devraient porter sur l'ensemble des grands sujets de la situation internationale, dont la situation en Asie du Sud-Est et les négociations SALT, soviéto-américaines, sur le désarmement.

Le Vice-Premier ministre chinois doit, au cours de

de son voyage, visiter de nombreuses entreprises, en particulier des équipements d'exploitation pétrolière. Il est en effet probable que la Chine fera appel à des éléments de la technologie américaine dans ce domaine pour accélérer son industrialisation. Un accord de coopération scientifique et technique doit être signé cette semaine.

Pour un développement des relations économiques avec la Chine, Carter devra faire face à une opposition d'une partie du Congrès. Le sénateur Kennedy a dé-

jà déposé un texte exprimant des «préoccupations» au sujet de Taïpei (Taïwan) et remettant en cause l'accord pour la normalisation. Certains membres de la diplomatie américaine voient aussi la visite de Deng Xiaoping (Teng Siao-ping) d'un mauvais œil dans la mesure où ils estiment qu'il ne faut pas «irriter» l'URSS. D'autre part, le développement du commerce avec la Chine va aussi se heurter à des restrictions imposées jusqu'ici par la législation américaine aux «relations avec les pays communistes».

## Pour la première fois en trois ans

## LES CADRES DANS LA RUE

Une grande manifestation à Paris, des dizaines de rassemblements en province, l'autoroute A 25 bloquée pendant plus d'une heure entre Dunkerque et Lille. Les cadres sont mécontents et ils le font savoir. Les actions de lundi étaient entreprises à l'initiative de la CGC et de l'Union des cadres et techniciens, une scission de la CGC qui va bientôt rejoindre la maison mère. Officiellement, les cadres entendent protester contre les nouvelles mesures concernant la sécurité sociale, qui accroissent leurs charges et contre la fiscalité, qui diminue de manière exagérée à leurs yeux leur pouvoir d'achat. En réalité, les responsables syndicaux ne faisaient pas mystère de leurs véritables récriminations : le chômage, qui concerne aujourd'hui 63 000 cadres, et plus généralement la place qu'occupent les cadres dans la société. Yvan Charpentier, n'y va pas par quatre chemins : «L'enjeu des manifestations, ce n'est pas seulement la juste défense de leur (les cadres) situation personnelle et de leur pouvoir d'achat. L'enjeu, c'est le choix fondamental

La journée d'action de la CGC s'est traduite, lundi, par une série de manifestations regroupant, selon la CGC, un total de 90 000 personnes à travers la France. A Paris, les principaux mots d'ordre allaient de «Barre démission !» à «L'égalité oui, l'égalitarisme non !». Lundi soir, les dirigeants de la CGC s'estimaient extrêmement satisfaits.

de notre société, entre le dynamisme et la responsabilité récompensée, et l'effondrement résultant du laxisme et l'assistance généralisée. La survie de la condition de cadres, dans sa plénitude, est aujourd'hui une condition de survie économique des entreprises et de notre pays.» (Le Figaro de lundi).

### QUELS CADRES ?

La colère des cadres n'est en réalité pas dépourvue d'ambiguïtés, et ce n'est pas l'importante place que leur accordent les médias qui parviendra à les dissiper. Les cadres protestent contre la baisse de leur pouvoir d'achat. Mais de qui parle-t-on ? La notion de cadre est tellement floue qu'au gré des circonstances, on peut l'étendre ou la restreindre. La CGC n'y manque d'ailleurs pas. Evoque-t-on la baisse du pouvoir d'achat des ingé-

nieurs ou des techniciens, à 5 000 ou 6 000 F par mois ? Ou celle des cadres moyens, dont une récente enquête du Point situait les salaires aux environs de 10 000 F par mois ?

Ou celle de ces cadres dits «supérieurs» dont la même enquête du Point plaçait les revenus aux chiffres de 20 000, voire 30 000 F par mois ? Quoi de commun entre ces différentes catégories, sinon, parfois, l'affiliation au même syndicat ? La même interrogation vaut pour ce qui est du «pouvoir» des cadres. Parler d'eux comme des moteurs des entreprises n'est en fait valable que pour ceux dont la fonction atteint le domaine directorial. Les autres, qu'ils l'admettent ou non, ne sont pour les patrons que des exécutants.

Pour ces raisons, parler du «malaise des cadres» ne signifie en réalité pas grand chose. Tout au plus

les manifestations de cadres — il y en a déjà eu, les dernières remontant à trois ans — permettent-elles de toucher du doigt quelques réalités : une des conséquences de la crise est que la couche des cadres est, elle aussi, touchée. C'est évidemment patent dans le cas d'une fermeture d'entreprise, mais c'est aussi valable en cas de restructuration. Certaines entreprises avaient même développé un tel réseau d'encadrement improductif qu'elles se voient obligées, nécessités économiques obligent, de «dégraissier» de ce côté là aussi.

De la même manière, la hausse du coût de la vie, après avoir touché de plein fouet les travailleurs, commence à toucher les couches inférieures de cadres. Le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, il y a là matière à revendications. Mais parler pour cela, comme Charpentier le fait, d'enjeu de société, n'est-ce pas une fois de plus, vouloir accorder aux cadres plus de place qu'ils n'en méritent ?

N. D.

## Kampuchéa : nouveaux succès des forces patriotiques

Les informations données par la radio du Kampuchéa démocratique, comme les observations des journalistes de la presse internationale, concordent pour reconnaître que ces derniers jours, les forces du Kampuchéa démocratique ont remporté d'importants succès contre les troupes d'invasion vietnamiennes. Il semble que les agresseurs aient perdu aujourd'hui l'avantage conféré par leur opération éclair d'invasion. Ils ne peuvent garder l'initiative contre les forces kampuchéennes qui leur tendent des embuscades. Dans de nombreux cas, il semble qu'ils soient incapables de déplacer leur matériel militaire ultra-moderne, alors que les patriotes ont fait sauter les ponts et miné les routes.

La radio du Kampuchéa démocratique annonçait à la fin de la semaine dernière la reconquête de six capitales provinciales et d'une partie de la région

des temples d'Angkor.

D'autre part, la presse occidentale annonçait des succès des forces kampuchéennes sur la côte du Golfe de Siam : prise du port de Kompong Som et de la base navale de Ream. Les forces du Kampuchéa démocratique auraient également repris le contrôle de la province de Takeo au sud de Phnom Penh.

De son côté, L'Humanité a envoyé à Phnom Penh un correspondant aux côtés des troupes d'agression. Dans son premier article, celui-ci s'applique à justifier l'invasion du Kampuchéa en la présentant comme une «libération». Rapportant un hommage du dirigeant du FUNSK à «l'aide vietnamienne», le correspondant de L'Humanité conclut : «Cette aide vietnamienne multiforme est en effet visible ici.» C'est le moins que l'on puisse dire !

## Une délégation du Kampuchéa démocratique au Mozambique

Une délégation du Kampuchéa démocratique conduite par Penn Nouth, conseiller du présidium de l'Etat est arrivée la semaine dernière à Maputo (Mozambique) pour participer à une réunion extraordinaire du bureau de coordination des pays non-alignés. Malgré l'opposition des alliés de l'URSS qui se sont opposés à sa participation, la délégation a été admise à cette réunion. Ainsi, pas plus qu'à l'ONU, le FUNSK n'est reconnu au sein du mouvement des non-alignés.

## Boîteux (EDF) menace

Le nouveau président d'EDF accorde mardi une interview au *Matin* dans laquelle il déclare notamment : «Si nous avons des difficultés durables à construire le réseau (de centrales nucléaires, dans la moitié Ouest de la France NDLR), il faudra bien adapter le réseau de transport, construire des centrales à Charbon, ce qui n'est pas la solution la plus économique et appliquer des tarifs plus élevés dans l'Ouest que dans l'Est».

Ces propos doivent être compris comme une menace, même si le nouveau patron d'EDF ajoute : «Il ne s'agit pas de punir ceux qui ne veulent pas de centrale nucléaire».

Dans cette interview Boîteux se plaint également à mot couvert de ne pas rencontrer d'oreilles assez complaisantes au gouvernement. C'est tout dire !

## Communiqué de l'Union des travailleurs immigrés tunisiens

Quinze membres des comités d'initiatives de l'Union Générale Tunisienne du travail parmi ceux qui furent arrêtés dans la campagne d'arrestations opérée en novembre-décembre 1978 ont entamé jeudi 25 janvier 1979 à la prison civile de Tunis, une grève de la faim. Ils veulent ainsi marquer le 1<sup>er</sup> anniversaire du massacre du 26 janvier 1978 et protester contre les conditions de détention.

## Rectificatif

Une coquille nous faisait écrire hier que les élections cantonales auraient lieu «le samedi 3 mars à 0 heures». Nos lecteurs auront rectifiés d'eux-mêmes : les cantonales auront lieu les 18 et 25 mars de 8 h à 18 h. Le 3 mars, à 0 heure, ce sera le début de la campagne électorale officielle.